

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Justice

Arrêté du 02 février 2024

Portant cessation de fonctions du régisseur de recettes et d'avances, gérant des comptes nominatifs des personnes détenues à la maison d'arrêt de Caen

NOR : JUSK2402236A

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 2019-1184 du 15 novembre 2019 modifiant le code de procédure pénale (Partie réglementaire – décrets en Conseil d'Etat) et relatif à l'organisation et au fonctionnement des régies chargées au sein des établissements pénitentiaires de la gestion des comptes nominatifs des personnes détenues ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2020 portant institution de régies de recettes et de régies d'avances des comptes nominatifs des personnes détenues ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2020 portant nomination des régisseurs d'avances et de recettes, gérant des comptes nominatifs des personnes détenues ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2020 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à créer des régies de recettes et de régies d'avances auprès des établissements pénitentiaires, des services pénitentiaires d'insertion et de probation, des résidences administratives au sein des directions interrégionales des services pénitentiaires et de la direction des services pénitentiaires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 18 septembre 2020, portant institution de régies de recettes et de régies d'avances auprès des résidences administratives des directions interrégionales des services pénitentiaires et de la direction des services pénitentiaires d'outre-mer, ainsi que des établissements pénitentiaires.

Vu l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2022 relatif à l'organisation du service des comptables publics ;

Vu l'arrêté du 05 octobre 2016 portant nomination d'un régisseur de recettes et d'avances à la maison d'arrêt de Caen ;

Vu l'arrêté du 02 février 2024 modifiant l'arrêté 31 janvier 2020 modifié, portant institution de régies de recettes et de régies d'avances des comptes nominatifs des personnes détenues,

Arrête :

Article 1^{er}

Il est mis fin aux fonctions du régisseur de la régie de recettes et d'avances à la maison d'arrêt de Caen à compter du 02 février 2024.

Article 2

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 02 février 2024, l'arrêté du 31 janvier 2020 modifié, portant institution de régies de recettes et de régies d'avances des comptes nominatifs des personnes détenues, la ligne qui figure en annexe est supprimée.

Article 3

Le directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié au comptable assignataire par Madame la directrice interrégionale des services pénitentiaires de Rennes en sa qualité d'ordonnateur secondaire délégué.

Fait le 02 février 2024.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Par déléguation,

Le chef du bureau de la synthèse,

G DUFNERR

Annexe

Liste des établissements pénitentiaires supprimés

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES	ETABLISSEMENT (MA, MC, CD, CP, CSL, EPM)	NATURE	LIMITE autorisée du montant de l'encaisse en numéraire (en euros)	MONTANT de l'encours à consentir au régisseur (en euros)
Rennes	MA Caen	Régie d'avances et de recettes	20 000	350 000